

---

## Assemblée des États Parties

Distr. générale  
11 septembre 2007  
FRANÇAIS  
Original : anglais

---

### Sixième session

New York

30 novembre – 14 décembre 2007

## Élection de membres du Comité du budget et des finances

### Note du Secrétariat

1. Le 9 mars 2007, le Bureau a décidé que l'élection de six membres du Comité du budget et des finances aurait lieu à la sixième session de l'Assemblée des États Parties, qui doit se tenir au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 30 novembre au 14 décembre 2007. Conformément à cette décision, la période de présentation des candidatures à six sièges au Comité du budget et des finances a été fixée du 1<sup>er</sup> juin au 24 août 2007.

2. Le Comité du budget et des finances a été créé par l'Assemblée des États Parties en vertu de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 du 3 septembre 2002. Son mandat est défini dans l'annexe à la résolution. Le paragraphe 2 de ladite annexe a été modifié par l'Assemblée en vertu de sa résolution ICC-ASP/2/Res.5 du 12 septembre 2003.

3. La procédure de présentation des candidatures et d'élection des membres du Comité du budget et des finances a été définie par l'Assemblée des États Parties dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.5 du 3 septembre 2002. Le paragraphe 15 de ladite résolution a été modifié par la résolution ICC-ASP/2/Res.4 du 12 septembre 2003. Le paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 dispose que, pour toute candidature, il doit être indiqué de quelle manière le candidat répond aux exigences du paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4, c'est-à-dire être un expert d'un État Partie dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

4. La répartition des sièges entre les groupes régionaux aux fins de la première élection, établie au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, est la suivante :

- Groupe des États d'Afrique : deux sièges;
- Groupe des États d'Asie : deux sièges;
- Groupe des États d'Europe orientale : deux sièges;
- Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes : deux sièges;
- Groupe des États d'Europe occidentale et autres États : quatre sièges.

5. À la dixième séance de sa première session, le 7 février 2003, l'Assemblée a élu 10 membres du Comité parmi les groupes des États d'Afrique, des États d'Asie, des États d'Amérique latine et des Caraïbes et des États d'Europe occidentale et autres États. À la

première séance de sa deuxième session, le 8 septembre 2003, l'Assemblée a élu deux membres du Comité du Groupe des États d'Europe orientale.

6. À la cinquième séance de sa deuxième session, le 12 septembre 2003, le Président de l'Assemblée, conformément au paragraphe 13 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 du 3 septembre 2002, a tiré au sort les membres élus qui siègeraient pendant des mandats de deux et trois ans respectivement comme prévu par la résolution ICC-ASP/1/Res.4, telle que modifiée par la résolution ICC-ASP/2/Res.5 du 12 septembre 2003. Les membres dont le mandat doit prendre fin le 20 avril 2008 occupent les sièges correspondant aux groupes régionaux ci-après:

- États d'Afrique, un siège;
- États d'Europe orientale, un siège;
- États d'Amérique latine et des Caraïbes, un siège;
- États d'Europe occidentale et autres États, trois sièges.

7. Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, aucun effort ne sera épargné pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base d'une recommandation du Bureau. Le paragraphe 10 de la résolution dispose qu'en l'absence de consensus, l'élection des membres du Comité est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut de Rome, qui se lit comme suit :

«7. Chaque État Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le Statut n'en dispose autrement :

a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États Parties constituant le quorum pour le scrutin».

8. En application du paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'élection se déroule au scrutin secret. Il peut toutefois être dérogé à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir ou, dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

9. En application du paragraphe 12, les personnes élues sont les candidats de chaque groupe qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

10. À la date d'expiration de la période de présentation de candidatures, le 24 août 2007, il avait été reçu neuf candidatures.

11. Les neuf candidatures reçues émanaient du Groupe des États d'Afrique (deux), du Groupe des États d'Europe orientale (une), du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (deux) et du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États (quatre).

12. La liste dans l'ordre alphabétique anglais des candidats présentés, accompagnée des documents pertinents, établie conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, figure en annexe à la présente note.

## Annexe

[Original : anglais/espagnol/français]

### Liste alphabétique des candidats (avec indication des qualifications)

#### Table des matières

	<b>Nom et État dont le candidat est ressortissant*</b>	<b>Page</b>
1.	Banyanka, David (Burundi) .....	4
2.	Fernández Opazo, Carolina María (Mexique) .....	7
3.	Finkelstein, Gilles (France) .....	10
4.	Lemmik, Juhani (Estonie) .....	13
5.	Lovell, Peter (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) .....	18
6.	Nyirinkindi Katungye, Rosette (Ouganda) .....	22
7.	Saupe, Gerd (Allemagne) .....	26
8.	Sessi, Ugo (Italie) .....	30
9.	Yañez Pilgrim, Rodrigo (République bolivarienne du Venezuela) .....	34

---

\* Sauf indication contraire, il s'agit également de l'État présentant la candidature.

## 1. Banyanka, David (Burundi)

[Original : français]

### Note verbale

La Mission permanente de la République du Burundi auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de la Cour pénale internationale, et a l'honneur de lui transmettre le curriculum vitae de M. David Banyanka, candidat désigné par le Gouvernement de la République du Burundi à l'élection des membres du Comité du budget et finances de la Cour pénale internationale qui se déroulera lors de la reprise de la session de l'Assemblée des États Parties prévue du 30 novembre au 14 décembre 2007.

...

\*\*\*

### Indication des qualifications

### Renseignements personnels

Nom :	Banyanka
Prénom :	David
Date de naissance :	30/12/1967
Lieu de naissance :	Gitaba
Commune :	Burambi
Nationalité :	Burundais
État civil :	Marié
Adresse actuel :	Inspection Générale de l'État du Burundi B.P. 102 Bujumbura – Burundi Tél.: (257)22 216795 (Service) (257) 078 829353 (privé)
Courriel :	<a href="mailto:dbanyanka@yahoo.fr">dbanyanka@yahoo.fr</a>

### Éducation

2005 :

- Diplôme de l'IDI (Initiative de développement de l'INTOSAI : Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques) en matière de conception, d'élaboration de cours de formation.

2000 – 2001 :

- Université de Yaoundé II : Programme en gestion de la politique économique (GPE) dans la faculté des Science économiques et de gestion;
- Diplôme de troisième cycle : Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en gestion et politique économique (Bac +5).

1991 – 1993 :

- Université du Burundi : Faculté des sciences économiques et administratives, Diplôme de licence en sciences économiques (Bac +4) ; Option : Gestion.

1988 – 1991 :

- Université du Burundi : Faculté des sciences économiques et administratives, Diplôme des candidatures en économie (fin du premier cycle).

1987 – 1988 :

- Université du Burundi : Faculté des sciences agronomiques.

### **Expérience professionnelle**

Juin 1996-septembre 2006 :

- Inspecteur des Finances; j'étais chargé du contrôle de l'exécution budgétaire dans les administrations publiques, du contrôle dans le fonctionnement des administrations personnalisées et des projets de développement ainsi que partout où les intérêts de l'État sont en jeu. Je vérifiais la régularité, la légalité et la conformité des dépenses et recettes de ces Administrations publiques et parapubliques.
- J'étais aussi chargé de la Formation à l'Inspection générale des finances.

Depuis septembre 2006 :

- Inspecteur de l'État : je suis chargé de la même question, seulement nous intégrons l'audit de performance. C'est après la transformation de l'Inspection générale des finances en inspection générale de l'État que je suis dans cette nouvelle institution.

Décembre 1994-juin 1996 :

- Conseiller à la Direction générale du développement urbain et de la coordination des équipements immobiliers au Ministère des travaux publics.

### **Autres domaines de compétences**

Animation – formation :

- Je suis enseignant à temps partiel à l'Université Lumière de Bujumbura depuis 2005;
- Je suis enseignant à temps partiel à l'Université Martin Luther King depuis 1998;
- Depuis 1996, je suis enseignant à temps partiel à l'Université du Burundi (à l'Institut supérieur de commerce).

Audit Interne et audit de performance :

- Aux mois de mai et juin 2005, j'ai participé dans l'élaboration d'un cours sur l'audit de performance qui a eu lieu à Cotonou, Bénin;
- Au mois d'août, à la suite de cet atelier de Cotonou, j'ai élaboré un cours sur l'évaluation du Système de contrôle interne;
- Aux mois de janvier-février 2006 : j'ai participé à un atelier de validation d'un cours sur l'audit de performance, tenu à Sousse, Tunisie.

Avril 2006 :

- J'ai co-animé un atelier sur l'audit de performance pour un groupe de 30 participants venant de plus de 12 pays différents, tenu à Yaoundé, Cameroun.

27 novembre-8 décembre 2006 :

- J'ai co-animé un atelier sur l'Audit de performance de la gestion de la dette publique, organisé conjointement par le Pôle-Dette et le Conseil régional de formation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Afrique francophone

(CREFIAF) à l'intention des vérificateurs des pays de la communauté de l'Afrique francophone de l'Ouest et du Centre, tenu à Lomé, Togo.

Stages à l'étranger :

- Au mois de mai-juillet 2001 : j'ai effectué un stage à l'Université de Liège en Belgique, avec une spécialisation dans le contrôle de la gestion;
- En 2004; j'ai participé à un atelier sur l'évaluation des compétences des participants tenu à Libreville, Gabon.

### **Publications**

Août 2001 :

- Présentation d'un document pour l'obtention du DESS intitulé « Problématique de contrôle de gestion dans un service public ».

Mars 1994 :

- Présentation du mémoire de fin d'études universitaires intitulés « La formation et les ressources humaines dans les PME de Bujumbura ».

1993 :

- Présentation d'un document sur la mise à jour d'un système d'information de gestion pour cinq entreprises publiques :
  - La Banque de Crédit Burundi (BCB)
  - L'Institut national de la sécurité sociale (INSS)
  - La Mutuelle de la fonction publique
  - La Ferme de Randa
  - La Régie militaire de construction.
- En mars de chaque année, de 1997 à 2000, présentation du rapport du Commissaire aux comptes de la banque nationale pour le développement économique (BNDE).
- Depuis 2001, présentation des rapports du Commissaire aux comptes de l'Hôpital militaire de Kamenge, du Bureau des projets d'éducation et du fonds de développement communal.

Août 2005 :

- Présentation d'un cours sur l'évaluation du système de contrôle interne à la suite de l'Atelier de Cotonou sur l'audit de performance; ce qui a sanctionné après la formation, le diplôme de l'IDI (Initiative de développement) de l'Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI).

### **Autres activités**

- Actuellement Commissaire aux comptes du Conseil régional de formation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Afrique francophone (CREFIAF), qui a son siège au Cameroun;
- Membre du Groupe de référence de l'Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI);
- Membre fondateur de l'Université Martin Luther King de Bujumbura.

## 2. Fernández Opazo, María Carolina (Mexique)

[Original : anglais/espagnol]

### Note verbale

L'Ambassade du Mexique présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à sa note ICC-ASP/S/6/06 du 12 mars 2007, a l'honneur d'informer les États Parties que le Gouvernement mexicain a décidé de présenter la candidature de Mme Carolina María Fernández Opazo lors de l'élection des membres du Comité du budget et des finances, pour un mandat allant de 2008 à 2011, qui doit avoir lieu à la sixième session de l'Assemblée des États Parties, qui doit se tenir du 30 novembre au 14 décembre 2007 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

La candidature de Mme Carolina María Fernández Opazo reflète l'intérêt que le Gouvernement mexicain porte à la consolidation des procédures budgétaires de la Cour, à la stabilisation de ses budgets et à la promotion d'une gestion efficace de ses ressources afin de permettre à la Cour de s'acquitter de son mandat conformément à ses priorités stratégiques. Le Mexique est convaincu que le processus d'élaboration du budget de la Cour et l'interaction entre la Cour, les États Parties et le Comité peuvent être améliorés, ce qui permettrait à l'Assemblée des États Parties de concentrer son attention sur les questions de fond liées aux activités de la Cour. La participation de Mme Fernández Opazo aux travaux du Comité contribuera à faire en sorte que la Cour soit dotée des moyens dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat conformément aux dispositions du Statut de Rome et puisse devenir une institution judiciaire solide et efficace, sur les plans aussi bien financier que matériel, grâce à des procédures budgétaires à la fois transparentes et stables.

Parmi les questions sur lesquelles, selon le Mexique, le Comité devrait se pencher en priorité, il y a lieu de citer la structure et la présentation du budget (établissement de liens plus étroits avec les dépenses effectives; élargissement de la place faite à l'analyse macro afin de permettre une discussion au niveau stratégique; justification des ressources additionnelles et des ressources non récurrentes; indicateurs de performance; etc.); locaux permanents (identification des structures optimales de gestion du projet et recherche de solutions en ce qui concerne l'allocation des coûts et les modèles de financement de sorte que l'Assemblée des États Parties ait l'assurance que les conditions proposées sont les meilleures); ressources humaines (examen des politiques et pratiques de gestion des ressources humaines en vue de consolider les pratiques optimales dans le cas de recrutement et fidélisation du personnel, compte tenu des exigences d'une répartition géographique et d'un équilibre entre les sexes visées dans le Statut de Rome); processus de planification stratégique (application de réelles procédures de budgétisation axées sur les résultats); et d'autres questions comme les conditions d'emploi des juges, l'aide juridique et les coûts de détention.

Si le Gouvernement mexicain souhaite participer aux travaux du Comité, ce n'est pas seulement en raison de son engagement au service de la cause que représente la Cour mais aussi parce que le Mexique vient au septième rang des contributeurs au budget de la Cour et est, de toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, le pays qui verse les contributions les plus importantes. Il se juge donc fondé à souhaiter être représenté au sein de cet organe.

Eu égard aux dispositions du paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 et du paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'Ambassade souhaite appeler l'attention du Secrétariat sur la large expérience acquise par la candidate au plan multilatéral, spécialement en matière financière et budgétaire, comme il ressort du curriculum vitae joint en langues anglaise et espagnole à la présente note. Mme Fernández Opazo remplit toutes les conditions requises

pour devenir membre du Comité et possède les connaissances nécessaires pour apporter une contribution pertinente à ses importants travaux. Elle a une expérience reconnue dans des domaines comme les barèmes des quotes-parts, la gestion financière, les budgets et les programmes. En outre, son élection améliorerait l'équilibre entre les sexes au Comité et encouragerait les pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui est de toutes les régions celle qui est la plus fortement représentée à la Cour, à participer activement à ses activités.

Le Gouvernement mexicain est convaincu, que grâce à ses connaissances, à sa réputation et à l'expérience qu'elle a acquise des questions financières au plan international, Mme Fernández Opazo contribuera de façon positive à faire en sorte que cet organe subsidiaire de l'Assemblée s'acquitte de son mandat.

...

\*\*\*

### **Indication des qualifications**

Mme Carolina María Fernández Opazo (Mexique) est née à Kingston (Jamaïque) en décembre 1972.

Elle est titulaire d'une licence en relations internationales de l'Universidad de las Américas Puebla (Mexique).

Elle a également suivi des études d'administration à l'Universidad de las Américas Puebla et d'économie à l'Universidad Católica Boliviana, La Paz (Bolivie).

### **Expérience professionnelle**

Mme Fernandez a occupé divers postes au Ministère des relations extérieures, tous dans le domaine multilatéral :

- Directrice adjointe des affaires administratives et budgétaires, Division des affaires de l'Organisation des Nations Unies, depuis novembre 2000;
- Conseillère du Directeur général pour les affaires du système des Nations Unies, janvier 2000 à octobre 2000;
- Analyste chargée des candidatures et des affaires politiques, Division des affaires de l'Organisation des Nations Unies, avril 1999 à décembre 1999.

### **Principales activités**

- Secrétaire technique pour l'évaluation de la participation du Mexique aux organisations internationales (décembre 2006-mai 2007);
- Négociatrice en chef de la délégation mexicaine concernant le processus d'établissement du barème des quotes-parts à l'Assemblée générale des Nations Unies pour la période 2007-2009 (mars-décembre 2006);
- Chef d'équipe du Groupe spécialisé du Ministère des relations extérieures du Mexique concernant le barème des contributions aux organisations internationales (janvier 2006);
- Membre de la délégation mexicaine lors de la négociation du budget de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2006-2007, soixantième session de l'Assemblée générale (décembre 2005);



- Membre de la délégation mexicaine lors de la négociation du budget des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale (mai 2005);
- Membre de la délégation mexicaine à la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (octobre-décembre 2004);
- Administratrice chargée de la candidature du Mexique au Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (octobre 2001-décembre 2002);
- Administratrice chargée de la candidature du Mexique au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (décembre 2000-octobre 2001).

#### **Congrès à l'Universidad de las Américas Puebla**

- Congrès national de la jeunesse sur la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance connexe. Organisatrice, juin 2001;
- Atelier régional sur la coopération judiciaire en matière pénale dans la lutte contre la drogue et la criminalité organisée. Organisatrice, juin 2000;
- Congrès national de la jeunesse sur l'Assemblée du Millénaire. Organisatrice, mai 2000;
- Réunion régionale de haut niveau sur le thème « Vers un système financier international plus stable et plus prévisible : les liens sociaux ». Organisatrice, septembre 1999.

Mme Fernandez parle couramment l'espagnol et l'anglais et a des connaissances d'italien et de français.

Mme Fernández est mariée et a deux enfants.

### 3. Finkelstein, Gilles (France)

[Original : français]

#### Note verbale

L'Ambassade de France présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome et a l'honneur de lui faire savoir que le Gouvernement de la République française a décidé de présenter la candidature de M. Gilles Finkelstein, actuellement premier conseiller à la Chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes, à un poste de membre du Comité du budget et des finances (CBF) de la Cour pénale internationale, en vue des élections qui se tiendront à New York, du 30 novembre au 14 décembre 2007, lors de la sixième Assemblée des États parties.

La candidature de M. Finkelstein, dont le curriculum vitae est joint en annexe, a été retenue pour cette élection conformément au paragraphe A de la résolution relative à la procédure de présentation des candidatures aux élections des membres du Comité du budget et des finances.

Comme l'indique son curriculum vitae, M. Gilles Finkelstein remplit les qualités requises au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances.

Nommé à la Chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes en 1999, il a été par ailleurs inspecteur principal des douanes, conseiller hors classe et rapporteur à la Commission nationale de déontologie de la fonction publique d'État, substitut du procureur de la République au Tribunal de grande instance de Poitiers et de Tours, puis premier conseiller à la Chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes. M. Finkelstein possède donc pleinement les compétences et l'expérience requises par les résolutions de l'Assemblée des États parties dans le domaine des finances et de la comptabilité, ainsi que l'expérience du procès pénal.

...

\*\*\*

#### Indication des qualifications

##### Activités professionnelles

1<sup>er</sup> décembre 2005

- Réintégration à ma demande à la Chambre des comptes de Poitou-Charentes – Premier conseiller – Membre du groupe hospitalier à la Cour des comptes/chambres régionales des comptes.

1<sup>er</sup> janvier 2003 au 30 novembre 2005

- Détachement judiciaire : Tribunal de grande instance de Tours (du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 30 juin 2003) – Substitut près le Tribunal de grande instance de Poitiers (du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 novembre 2005) – substitut du procureur de la République (parquet route, parquet civil, parquet stupéfiants, parquet militaire, avocat général aux assises).

2002

- Reclassement en qualité de Premier conseiller.

1<sup>er</sup> janvier 2001

- Conseiller hors classe;
- Rapporteur à la Commission nationale de déontologie – Fonction publique d'État.

1<sup>er</sup> septembre 1999

- Nomination à la Chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes.

2 septembre 1996 au 31 août 1999

- Nomination en qualité de Conseiller 1<sup>ère</sup> classe – Chambre régionale des comptes du Nord – Pas de Calais.

11 juillet 1996

- Lauréat de la sélection au tour extérieur des conseillers de la Chambre régionale des comptes – Premier des conseillers de 1<sup>ère</sup> classe.

1<sup>er</sup> juillet 1995 au 31 août 1996

- Chef de région d'enquête – Direction nationale. Garantie et serv.;
- Industriels – Direction générale des douanes et droits indirects – Poste à Rennes (19 départements) 70 enquêteurs.

1<sup>er</sup> juillet 1993 au 30 juin 1995

- Affectation comme chef divisionnaire au service Paris-Spécial Missions sur les divisions de Laon (02), Strasbourg (67), Orly, Lorient(56) et Prades (66).

Février à juin 1993

- Sélection à l'inspection principale des douanes – 5<sup>ème</sup> de la sélection – stage de formation.

Fin 1991 à février 1993

- Chef du service des affaires juridiques – direction interrégionale des douanes de Nantes – Agent poursuivant des Douanes.

1<sup>er</sup> septembre 1988 à décembre 1991

- Inspecteur des douanes – Centre de Cholet – audit des sociétés, questions agricoles, délocalisations industrielles.

1<sup>er</sup> septembre 1985 au 31 août 1988

- Inspecteur des douanes – Direction régionale de Roissy – chargé d'un service de contrôle des opérations commerciales internationales.

1<sup>er</sup> septembre 1984 au 31 août 1985

- École nationale des douanes – 37<sup>ème</sup> promotion.

1982 et 1983

- Avoué stagiaire à la Cour – Étude de Me GONTIER – Angers.

#### **Activités complémentaires d'enseignement**

- Cours de droit pénal – faculté de droit d'Angers (antenne Cholet) de 1990 à 1993 et cours de droit commercial (antenne Cholet même période LEA II);
- Conférences de droit pénal douanier à l'école des élèves avocats de Lille (1998 et 1999);
- Conférences de droit pénal douanier et de droit pénal financier au Centre régional de formation professionnelle Avocats de Lille (1998 et 1999);

- Cours de droit des marchés publics et délégation de service public – Institut régional d’administration de Lille 1997/1999;
- Conférences de contentieux pénal des marchés et délégation de service public – Faculté de droit de Poitiers – Master II (2001 à 2007);
- Travaux de droit des contrats publics – Master I (2006/2007) – Faculté de droit de Poitiers.

#### **Articles et cours publics**

- Droit douanier et politique agricole commune (in revue Droit Rural 1991);
- L’audit douanier (in Colloque de l’Institut régional d’administration de Nantes/les 20 ans de l’Institut régional d’administration);
- Cours de droit pénal général – photocopié Faculté de droit d’Angers;
- Éléments de contentieux pénal des marchés et délégations (en cours de publication à la faculté).

#### **Autres activités professionnelles**

- Membre du groupe hospitalier à la Cour des Comptes (2006, 2007);
- Rapporteur au Comité d’enquête sur le coût et le rendement des services publics 2006;
- Rapporteur à la Commission de déontologie de la fonction publique d’État (2001 à fin 2005);
- Rapporteur à la Commission des comptes de campagne (2001);
- Conseiller au Conseil des Prud’hommes de Cholet – collègue employeur – 1988 à 1992.

#### **Formation initiale**

- Maîtrise de droit privé (carrières judiciaires) Poitiers et Institut d’études judiciaires de Poitiers;
- Diplôme d’études approfondies de droit social – Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes;
- Ancien élève de l’École nationale des douanes 37<sup>ème</sup> promotion.

#### **Langues vivantes**

- Français
- Pratique courante de l’anglais.

## 4. Lemmik, Juhani (Estonie)

[Original : anglais]

### Note verbale

La Mission permanente de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à sa note ICC-ASP/S/6/06 du 12 mars 2007, a l'honneur de l'informer que le Gouvernement estonien a décidé de présenter la candidature de M. Juhani Lemmik pour un nouveau mandat au Comité du budget et des finances (CBF) lors de l'élection qui doit avoir lieu à la sixième session de l'Assemblée des États Parties, qui doit se tenir du 30 novembre au 14 décembre 2007.

M. Lemmik est membre du Comité du budget et des finances depuis septembre 2006. Il a une solide expérience de la réforme de l'administration publique, de la planification stratégique, de la budgétisation et de l'audit. Il est actuellement Sous-Directeur des services d'audit du Bureau d'audit de l'État et s'occupe, entre autres, des audits de performance du système judiciaire. Les postes qu'il a occupés précédemment ont été, entre autres, ceux de Directeur adjoint du Département du budget de l'État du Ministère des finances d'Estonie, fonction dans le cadre de laquelle M. Lemmik a dirigé l'élaboration du système de planification stratégique en le reliant au système de budgétisation de l'État. En sa qualité de Directeur du Bureau de l'administration publique de la Chancellerie d'État de l'Estonie, M. Lemmik a été responsable de la préparation et de la mise en œuvre du programme de réforme de l'administration publique. M. Lemmik a également été représentant de l'Estonie au Groupe de travail de l'Union européenne chargé de l'amélioration des services publics.

...

\*\*\*

### Indication des qualifications

M. Lemmik est un expert de réputation et d'expérience reconnues au plan international. Son curriculum vitae, joint, reflète ses compétences et son expérience en matière d'administration publique, de budgétisation et d'audit aux échelons national et intergouvernemental. M. Lemmik est membre du Comité du budget et des finances depuis septembre 2006, ayant été élu par le Bureau après la démission de Mme Inna Steinbuka (Lettonie). M. Lemmik est actuellement Directeur des services d'audit du Bureau d'audit de l'État et a précédemment été Directeur adjoint du Département du budget de l'État du Ministère des finances de l'Estonie. M. Lemmik est ressortissant estonien et parle couramment l'anglais.

### Connaissances linguistiques

Première langue : estonien

Autres langues

	<b>Anglais</b>	<b>Finnois</b>	<b>Russe</b>	<b>Français</b>
Expression orale	Excellente	Bonne	Bonne	Élémentaire
Expression écrite	Excellente	Bonne	Satisfaisante	Élémentaire
Compréhension orale	Excellente	Excellente	Bonne	Élémentaire
Compréhension écrite	Excellente	Excellente	Bonne	Élémentaire

## **Expérience professionnelle**

Septembre 2006

- Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Janvier 2005

- Bureau d'audit de l'État estonien (11a Narva mnt, 15013 Tallinn)
- Fonctions : octobre 2006 : Directeur des services d'audit  
Mes responsabilités consistent à gérer le Département d'audit I, chargé des audits du Ministère des finances, du Ministère des affaires étrangères et de leurs organes subsidiaires ainsi que des institutions constitutionnelles (Présidence, Bureau du Garde des sceaux, Bureau du Parlement, Cour suprême, Banque d'Estonie), les audits portant à la fois sur la gestion financière et les performances. Je suis également chargé de la vérification de l'ensemble des comptes de l'État.
- Janvier-septembre 2006 : Responsable de l'audit  
J'étais chargé de réaliser des audits de performance aux Ministères de la justice, de l'intérieur et de la défense.
- Janvier-décembre 2005 : Auditeur senior  
Je faisais partie d'une équipe qui réalisait des audits de performance des Ministères de la justice, de l'intérieur et de la défense.

Octobre-décembre 2004

- Congé paternel d'accompagnement de ma fille Mette née le 8 octobre 2003.

Janvier 2002-septembre 2004

- Ministère des finances de l'Estonie (1 Suur-Ameerika Str, 15006 Tallinn)
- Fonctions : Directeur adjoint du Département du budget de l'État
- Mes responsabilités consistaient notamment à élaborer le système de planification stratégique de l'administration centrale et à le relier à son système de budgétisation. Mon équipe a rédigé le Décret relatif à la planification stratégique, qui avait pour objet d'intégrer les processus de planification stratégique, de budgétisation et de rapports et d'établir un cadre pour l'application d'un système d'évaluation des performances de tous les ministères. J'ai également participé à l'élaboration et à l'exécution des programmes de formation concernant cette réforme organisés à l'intention de tous les ministères et organismes publics.
- J'étais également chargé d'élaborer la politique de rémunération des employés du secteur public dans le but de mieux l'adapter aux besoins des différentes organisations ainsi que de mettre au point un système de statistiques en vue de pouvoir procéder à des comparaisons réalistes des rémunérations versées par les divers organismes publics. Je faisais partie de l'équipe chargée de mettre au point un nouveau système de rémunération de la fonction publique relevant du statut général dans le cadre de la nouvelle loi relative à la fonction publique et de l'intégrer aux autres sous-systèmes de rémunération de la fonction publique. En qualité de représentant du Ministère des finances à la délégation gouvernementale dirigée par le Ministre des affaires sociales, j'ai participé régulièrement aux négociations salariales menées avec les centrales syndicales.
- En outre, j'ai coordonné l'élaboration des normes applicables aux fonctionnaires de toutes les institutions gouvernementales. Le Ministère des finances était chargé de

fournir aux organismes gouvernementaux des conseils de méthode (conformément aux Directives méthodologiques élaborées par le Ministère des finances) pour les aider à rédiger leurs Chartes de services, à remanier leurs processus de prestation de services, à réorganiser l'interface avec la clientèle et les modalités de prestation de services (solutions de cyberadministration si possible et utiles) et à intégrer une approche axée sur la clientèle à la gestion stratégique grâce à l'introduction de modèles de gestion comme les fiches de notation et les cadres communs d'évaluation.

- Mon équipe a également lancé le Prix pilote de la qualité des services publics, inspiré du modèle de cadres communs d'évaluation. En qualité de chef d'équipe, j'ai été également membre du Groupe de l'Union européenne chargé de l'amélioration des services publics en la qualité de représentant de l'Estonie, et j'ai pris part à la Troisième Conférence sur la qualité de l'administration publique en tant que membre de l'équipe d'appui de l'Union européenne ([www.3qconference.org](http://www.3qconference.org)).
- Conjointement avec la Chancellerie d'État, mon équipe a préparé dans le contexte des Fonds structurels de l'Union européenne un programme sur "l'amélioration des capacités administratives" financé par le Fonds social européen pour la formation de la fonction publique.

#### Novembre 2001-décembre 2001

- Chancellerie d'État de l'Estonie (Stenbock House, 3 Rahukohtu Str, 15161 Tallinn)
- Fonctions : Directeur par intérim du Bureau de l'administration publique
- Mes responsabilités consistaient à gérer les activités du Bureau de l'administration publique, avec pour principale tâche la préparation et la coordination de la mise en œuvre du programme de réforme de l'administration publique ([www.riigikantselei.ee/doc.php?834](http://www.riigikantselei.ee/doc.php?834)). L'un des aspects stratégiques de la réforme, élaborés en coopération avec le Bureau de l'administration publique et le Ministère des finances, concernait la promotion d'une administration publique orientée vers le citoyen. Nous avons proposé des normes de service pour les principaux prestataires de services publics, les mécanismes de consultation de la clientèle, l'élaboration des normes de performance pour encourager une prestation efficace des services et la création de « guichets uniques » offrant leurs services par Internet.

#### Novembre 1999-octobre 2001

- Chancellerie d'État de l'Estonie
- Fonctions : Conseiller au Bureau de l'administration publique
- Mes responsabilités consistaient à préparer le programme de réforme de l'administration publique et coordonner sa mise en œuvre, à organiser les réunions bihebdomadaires du Directeur du Bureau de l'administration publique avec le Premier Ministre pour discuter des stratégies de réforme et des tâches à accomplir, à communiquer avec les principaux partenaires (Ministères des finances, de la justice et de l'intérieur) concernant le programme de réforme et superviser son application par ces derniers. En qualité de membre de l'équipe, j'ai fait partie du Comité de réforme de l'administration publique, composé des principaux ministres intéressés, chargés de discuter et de formuler des propositions concernant les décisions majeures à l'intention du Cabinet.
- J'ai également été responsable du programme « Amélioration des performances du secteur public en Estonie, en Lettonie et en Lituanie » financé par le Gouvernement britannique (DFID), dont les principaux partenaires en Estonie étaient Bannock Consulting et le British Council. Ce projet était coordonné, dans le cadre de l'assistance bilatérale de la Finlande, avec le programme de gestion électronique des documents appuyé par le Ministère des finances de la Finlande.

- Je faisais partie aussi du groupe de travail interministériel chargé d'élaborer le Portail des citoyens ([www.eesti.ee](http://www.eesti.ee)), page web décrivant les situations les plus usuelles dans lesquelles un citoyen pouvait être appelé à avoir des contacts avec les organismes publics et indiquant la procédure à suivre pour obtenir les services publics correspondants. J'ai notamment été chargé, dans ce contexte, d'une large enquête sur les besoins et les préférences des citoyens en matière de services.

#### Septembre 1999-décembre 1999

- Centre estonien de santé publique et de formation
- Fonctions : Directeur de projet
- Mes responsabilités consistaient à élaborer un plan de réorganisation du travail des comités d'experts chargés de l'approbation des prestations en cas d'invalidité. Il fallait réorganiser à la fois le processus de prestation de services et les procédures administratives afin d'accélérer le traitement des dossiers et de promouvoir l'équité du processus de prise de décisions.

#### Octobre 1997-août 1998

- Institut estonien d'administration publique
- Fonctions : Directeur de programme
- Mes principales responsabilités consistaient à réorganiser et à compiler des matériels pédagogiques en vue d'un large programme de perfectionnement des hauts fonctionnaires. Les modules de formation avaient trait notamment au droit, à l'économie, aux politiques publiques, à l'informatique dans l'administration publique et à la gestion. J'ai également donné des cours consacrés à la société de l'information et ai fait partie du groupe de travail chargé de la planification stratégique de l'Institut. Dans ce dernier travail, nous avons élaboré une nouvelle stratégie de services à la clientèle consistant notamment à mettre en place des mécanismes d'information en retour au moyen d'enquêtes et à élaborer des indicateurs de performance pour tous les services ainsi qu'à identifier et analyser les besoins de formation des organisations qui étaient nos clientes.

### **Éducation et formation**

#### Maîtrise en sciences politiques, Central European University, 1999

- Les matières étudiées étaient notamment l'économie politique, l'économie politique internationale, les aspects économiques de la protection sociale et la théorie sociale.
- Thèse sur « Les réformes de l'administration publique en Estonie 1991-98 : Une perspective institutionnelle ». Lauréat, 1999, du Prix à la meilleure thèse décerné par l'Académie des sciences de l'Estonie.

#### Licence en administration publique, Université de Tartu, 1997

- Les matières étudiées étaient notamment l'économie publique, la comptabilité financière, la philosophie, la gestion et la théorie sociale.

### **Autre formation**

Cours spéciaux de formation de formateurs, de gestion générale, de gestion stratégique, de gestion des ressources humaines, de gestion des performances, de calcul des coûts opérationnels et d'audit financier.

- Voyage d'études de trois jours au Royaume-Uni : processus de budgétisation, examens des dépenses publiques, prestations de services publics et pratiques en matière de services à la clientèle, Londres, 2003.



- Cours d'une semaine concernant la planification stratégique dans le secteur public, Institut irlandais d'administration publique, Dublin, 2003.
- Cours de deux semaines sur la gestion des dépenses publiques, Vienne (Autriche), 2002.
- Voyage d'études d'une semaine à Lyon et Paris (France): organisation de l'administration publique régionale et centrale (Institut de l'administration publique de Lyon), 2002.
- Bourse d'études accordée par le Club Rotary : amélioration de l'interface entre les prestataires de services et la clientèle, Duluth, Minnesota (États-Unis d'Amérique), 2001.
- Voyage d'études individuel de deux semaines au Danemark et en Suède (financé par le Conseil des Ministres des pays nordiques) : étude des réformes de l'administration publique, de la gestion des performances et des arrangements relatifs à la prestation des services publics. Au Danemark, j'ai étudié les aspects de gestion de la qualité de la prestation des services publics et la participation des citoyens à l'amélioration des capacités des prestataires de services. En Suède, j'ai étudié le programme élaboré par le gouvernement sur le thème « L'administration publique au service des citoyens », et en particulier les pratiques visant à améliorer le service de la clientèle et les Chartes de l'utilisateur (Copenhague et Stockholm, 2000).

### **Sélection de missions de services consultatifs et de formation dans le secteur public et d'exposés devant des conférences**

- |             |  |
|-------------|--|
| 2005        | Service consultatif <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ville de Tallinn. « Analyse du système de planification et de budgétisation de l'État et de sa relation avec les documents de planification de la Ville de Tallinn ».</li> </ul>  |
| 2003 – 2005 | Formation <ul style="list-style-type: none"> <li>• Centre de formation et de perfectionnement de la fonction publique, « Formation de base des nouveaux fonctionnaires en matière de budgétisation, de planification des politiques et de gestion des performances ».</li> <li>• Centre de formation et de perfectionnement de la fonction publique, « Formation des fonctionnaires à la planification stratégique et à la budgétisation ».</li> </ul>   |
| 2004        | Exposés faits devant des conférences <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conférence sur la fonction publique (5-6 octobre 2006, Tartu, Estonie); animation d'un séminaire sur « L'auditeur – Un facilitateur ou un gêneur ? »</li> <li>• Conférence sur la fonction publique (30 septembre-1<sup>er</sup> octobre 2004, Tartu, Estonie); « Le système de planification stratégique en Estonie ».</li> <li>• Conférence sur l'administration locale (4 octobre 2004, Tartu, Estonie); « Le système de planification stratégique et les administrations locales ».</li> </ul> |

## **5. Lovell, Peter (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)**

[Original : anglais]

### **Note verbale**

L'Ambassade de Sa Majesté britannique présente ses compliments aux ambassades des États Parties au Statut de Rome et, se référant à la note du Secrétariat de l'Assemblée des États Parties ICC-ASP/S/6/06 du 12 mars 2007, a l'honneur d'informer les États Parties que le Royaume-Uni a décidé de présenter la candidature de M. Peter Lovell lors de l'élection au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale qui doit avoir lieu lors de la sixième session de l'Assemblée des États Parties, qui se tiendra à New York en novembre/décembre 2007.

Copie du curriculum vitae de M. Lovell est joint à la présente note.

S'agissant de l'exigence selon laquelle les candidats doivent être des experts dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international, il y a lieu de souligner que M. Lovell, ressortissant du Royaume-Uni, est le chef de la Division de la planification et de la gestion des performances du Tribunals Service (qui a succédé à l'English Court Service). Pendant toute sa carrière, M. Lovell a acquis une vaste expérience de la gestion et du financement des instances judiciaires et a été étroitement associé à la supervision du changement dans le cadre des programmes d'amélioration des procédures de gestion des ressources et des procédures budgétaires. Il est membre du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale depuis sa création, en 2003.

...

\*\*\*

### **Indication des qualifications**

Date de naissance : 25 juin 1953

Éducation : Études secondaires sanctionnées par le General Certificate of Education (GCE), niveau avancé.

### **Aperçu de la carrière professionnelle**

Aptitudes éprouvées, et expérience de la direction, en matière de gestion des services judiciaires au niveau opérationnel et au niveau de la gestion stratégique. Aptitudes éprouvées à diriger la gestion du changement au moyen d'une amélioration des processus de gestion des ressources et de budgétisation. Aptitudes éprouvées à diriger une équipe de plus de 100 personnes pendant une période de profonde transformation. Expérience de la négociation avec des fournisseurs et prestataires de services de l'extérieur, des magistrats de haut rang, des ministres et autres parties prenantes.

A représenté le Court Service lors de divers séminaires et a fait des exposés devant des juridictions internationales sur des sujets liés à la gestion financière et à l'organisation. Accueil de visites officielles de délégations étrangères et visites en Bulgarie et en Slovaquie. Représentant du Royaume-Uni au Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

## Profil de la carrière professionnelle

Depuis septembre 2005

- Chef de la Direction de la planification et de la gestion des performances du Tribunaux Service, nouvel organisme gouvernemental, depuis avril 2006.
- Réorganisation majeure visant à placer sous l'égide d'une organisation unique un grand nombre de tribunaux gérés de façon indépendante.
- Élaboration d'un cadre de planification et notamment d'un plan stratégique et d'un plan de travail quinquennal reposant sur des fiches de notation, des mesures de performance, des systèmes d'évaluation des coûts et des systèmes connexes d'information financière et d'information de gestion.

Janvier 2005-septembre 2005

- À la suite de la fusion du Court Service et des Magistrates Courts, devenus Her Majesty's Courts Service, responsable de l'information de gestion, de l'élaboration de mesures de performance et de la planification des activités judiciaires et du programme de travail.

Depuis avril 2003

- Élu représentant du Royaume-Uni au Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.
- Rapporteur pour les sessions d'octobre 2005, octobre 2006 et avril 2007.
- Représentant du Comité du budget et des finances au Comité juridique de l'Union européenne.
- Participation, en novembre 2005 et 2006, aux réunions d'experts sur les locaux permanents.
- Participation, en décembre 2006, à l'Assemblée des États Parties.

Janvier 2004- novembre 2004

- Conseiller externe pour le projet mené en collaboration avec l'Association de la magistrature slovaque, sous le patronage du Foreign and Commonwealth Office, visant à rehausser l'image publique des juges en Slovaquie.

Octobre 2002-décembre 2004

- Directeur financier du Court Service.
- Responsable de tous les aspects de la gestion financière et de la comptabilité d'un budget annuel de 800 millions de livres sterling.
- Aptitudes démontrées à la direction et à la gestion du changement, comme en témoigne la restructuration de la gestion des finances au niveau de l'ensemble du Département.
- Introduction au niveau de l'ensemble de l'organisation d'un système révisé de gouvernance et de gestion des risques.
- A réussi, en deux ans, à porter de 320 millions à 400 millions de livres sterling les recettes provenant des droits afférents aux affaires civiles.
- A mené des négociations avec le Trésor, des ministres du gouvernement, de hauts magistrats et d'autres parties prenantes pour présenter un programme conciliant les intérêts contradictoires de toutes les parties.
- A représenté les intérêts du Court Service devant l'organe de révision des traitements des hauts fonctionnaires, qui fixe la rémunération du personnel des services judiciaires.

Novembre 1999-octobre 2002

- Directeur adjoint de la Division des finances, Court Service.
- Responsable de la planification stratégique et financière, de la fixation des objectifs, de la gestion financière et de la gestion des performances et des négociations avec le Trésor et les Ministres intéressés.
- J'ai joué un rôle clé dans une restructuration majeure de la Division afin de pouvoir passer d'une comptabilité de caisse à une comptabilité d'exercice.
- J'ai également participé à un certain nombre de groupes de travail avec des délégations de pays du Commonwealth et d'anciens pays du bloc oriental.
- À la suite de la réorganisation des services opérationnels, j'ai introduit de nouvelles structures hiérarchiques afin d'améliorer le ciblage des activités et la qualité des services fournis à la clientèle.

Décembre 1997-octobre 1999

- Directeur du programme ARAMIS, Court Service.
- Importante initiative de financement privé et programme de sous-traitance des services de gestion financière, des services comptables et informatiques et des services des états de paie pour le compte du Court Service et du Département du Lord Chancellor.
- Responsable de la prestation de nouveaux services sous-traités, établissement des normes de service, suivi des performances et négociation des contrats concernant les nouveaux services et les services élargis.
- La valeur des contrats de sous-traitance est passée de 12 millions à 20 millions de livres sterling par an.

Janvier 1993-novembre 1997

- Chef de la Division des ressources et de la planification, Court Service.
- Responsable de l'élaboration des plans de dépense du Court Service aux fins des examens des dépenses publiques, de l'allocation des fonds aux régions, du suivi des indicateurs de performance et de la fixation des objectifs.
- Élaboration de modèles liant le volume des activités opérationnelles et les ressources requises pour des niveaux spécifiques de travail et de performance.
- Responsable de l'élaboration du plan stratégique et du rapport annuel au Parlement.
- Chargé des aspects financiers des négociations annuelles relatives aux traitements avec les centrales syndicales.

Décembre 1989-décembre 1992

- Administrateur adjoint des services judiciaires, London Crown Courts.
- Administration au jour le jour du groupe des London Crown Courts (environ 100 salles d'audience réparties entre 9 juridictions différentes), préparation des plans financiers, allocation des ressources humaines et financières aux gestionnaires des différents tribunaux et répartition du travail entre les tribunaux.
- Responsable des itinéraires des juges permanents et recrutement de juges à temps partiel pour les London Crown Courts et les tribunaux de comté (civils).

Octobre 1986-décembre 1989

- Évaluateur, Supreme Court Taxing Office, Royal Courts of Justice.
- Détermination des frais de justice aux fins de leur répartition entre les parties et détermination des honoraires des avocats commis d'office devant la High Court.

Janvier 1980-octobre 1986

- Expérience comme cadre moyen aux London Crown Courts (Higher Criminal).
- Responsabilité de la gestion d'ensemble des tribunaux, établissement du rôle des affaires et détermination des honoraires des avocats.

Octobre 1973-décembre 1979

- Expérience opérationnelle, au niveau de cadre subalterne, auprès de juridictions civiles et pénales.

**Autres informations**

- 1988 – 1992, Chef adjoint de la rédaction de la Supreme Court Practice (Sweet and Maxwell), chargé de l'édition et de la mise à jour des chapitres concernant les frais de justice et l'aide juridique.

## 6. Nyirinkindi Katungye, Rossette (Ouganda)

[Original : anglais]

### Note verbale

La Mission permanente de la République d'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement ougandais propose la candidature de Mme Rossette Nyirinkindi Katungye pour un nouveau mandat lors de l'élection au Comité du budget et des finances qui doit avoir lieu lors de la sixième session de l'Assemblée des États Parties, qui se tiendra du 30 novembre au 14 décembre 2007.

La Mission permanente tient en outre à informer le Secrétariat que depuis 2006, date de son élection au Comité, Mme Nyirinkindi s'est distinguée parmi ses collègues par sa grande compétence. Elle est parfaitement familiarisée avec le Statut de Rome sous tous ses aspects. Sa réélection contribuerait à consolider sa contribution au Comité. Le curriculum vitae de Mme Nyirinkindi et les informations personnelles la concernant sont joints.

...

\*\*\*

### Indication des qualifications

Nom : Rossette Nyirinkindi Katungye  
Date de naissance : 16 octobre 1963  
Nationalité : Ougandaise  
Profession : Avocate/écologiste  
Fonctions : Diplomate de carrière  
Adresse officielle : Ministère des affaires étrangères  
P.O. Box 7048  
Kampala (Ouganda)

### Objectif de carrière

Prendre l'initiative et exceller dans toutes les tâches que j'entreprends, surtout si lesdites tâches sont de nature à contribuer à améliorer le sort d'êtres humains, à renforcer la paix et la sécurité et à promouvoir la durabilité de l'environnement.

### Éducation

- Certificat d'études de français pratique 2 Niveau B1 du Conseil de l'Europe, Paris (France), 2 mars 2007.
- Certificat d'études de français pratique 2 Niveau A2 du Conseil de l'Europe, Paris (France), 2 mars 2007.
- Bourse d'études de droit pénal international. Spécialisation dans les procès de Nuremberg. Faculté de droit de Columbia. New York. 2005.

- Plusieurs cours de l'UNITAR<sup>1</sup>, 2001-2002. New York.
- Cours de français de niveau 1-8 à l'Organisation des Nations Unies.
- Maîtrise en administration maritime et en protection de l'environnement, World Maritime University (WMU), Suède, 1997.
- Cours international du troisième cycle en matière de gestion de l'environnement, avec spécialisation dans les éléments d'une politique environnementale internationale, Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University, Massachusetts (États-Unis d'Amérique), 1995 (4 mois).
- Diplôme du troisième cycle en matière de pratique juridique, Law Development Centre, Ouganda, 1989.
- Licence en droit, Upper Division of the Second Class, Makerere University, Ouganda, 1988.

### **Principales activités professionnelles**

- Élu(e) au Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, 2006.
- Nommée chef du Département des affaires de l'Union africaine du Ministère des affaires étrangères de l'Ouganda, février 2006.
- Désignée coordinatrice des consultations et réunions concernant la procédure d'élection des juges par le Président du Bureau de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, 2003.
- Élu(e) à la Commission de vérification des pouvoirs :
  - De la douzième réunion des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 2000.
  - Des première et deuxième sessions de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la CPI, 2000.
  - De la neuvième session de l'Autorité internationale des fonds marins, 2003.
- Élu(e) Vice-Présidente du Comité ad hoc sur la Convention internationale contre le clonage d'êtres humains, 2002.
- Nommée défenseur de l'Ouganda devant la Commission africaine des droits de l'homme et des droits des peuples au Burundi, à Alger et à Banjul, en 1999, 2000 et 2006 respectivement.
- Direction de la délégation de l'Ouganda (à deux reprises) à la Commission africaine des droits de l'homme et des droits des peuples, 1999 et 2000.
- Vice-Présidente des Coordonnateurs africains pour le PNUE et Habitat, 1996.
- Vice-Présidente du Conseil d'administration d'une ONG régionale, l'Eastern African Environmental Network (EAEN), de 1995 à 2001.

### **Expérience professionnelle**

- Mars 2006 Nommée membre de la Commission ougandaise d'examen par les pairs (NEPAD).
- Février 2006 Nommée Chef du Département des affaires de l'Union africaine du Ministère des affaires étrangères.
- Avril 2004 Promue au rang de Ministre conseiller.
- Novembre 2000 Promotion accélérée au rang de conseiller.
- Février 2001 Affectation à la Mission permanente de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies.

---

<sup>1</sup> Institut international des Nations Unies pour la formation et la recherche.

- Novembre 1996 Affectée au Département des affaires des organisations multilatérales et des traités du Ministère des affaires étrangères. Chef du Bureau des affaires sociales de 1999 à 2001.
- Octobre 1995 Promue au rang de deuxième secrétaire.
- Janvier 1994 Nommée coordonnatrice de l'Ouganda pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ainsi que pour le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat).
- Septembre 1990 Affectation comme troisième secrétaire à l'Ambassade d'Ouganda en République du Kenya.
- Septembre 1988 Nommée au Ministère des affaires étrangères.

#### Associations professionnelles

- 1997-2001 Membre de l'Association ougandaise des femmes juristes - FIDA (U).
- 1998-2001 Membre de l'Association ougandaise de droit environnemental.
- 1996-1999 Membre associée d'Action for Development (ACFODE).

#### Articles et publications

- *Sharia on Inheritance by women* (article conjoint), FIDA (U), 1999.
- *The Project Cycle – Getting in Right*, CIDA Alumni, manuel publié conjointement avec CIDA-Alumni, Canada, 1999.
- *The last straw* (roman), FIDA (U), 1999.
- *Mother – a poem*, FIDA (U), 1999.
- *The Issue of Polygamy : Curse or Cure?* FIDA (U), 1997.
- *Legal and other Mechanisms Governing International Shared Water Resources*. Présenté à la huitième conférence annuelle de l'EAEN. Nairobi (Kenya), juin 1998.
- *The Elaboration of Appropriate Legislation and Institutional Framework to Address Inland Waterway Transport on Lake Victoria : The Case of Uganda*. Thèse, World Maritime University, 1997.
- *Enhancing a multi-sectoral approach in Uganda's current environment policy formation process in a bid to foster sustainable development*. Tufts University, États-Unis d'Amérique, 1995.
- *Counter-trade and its impact on the producer : Uganda's Case*. Thèse, Makerere University, Ouganda, 1998.
- *Two Testimonials on International Terrorism*. Document présenté au Concours annuel Philip C. Jessup Moot Court, Washington, États-Unis d'Amérique, 1998.
- *Trials and tribulations of a woman*, pièce de théâtre, Makerere University, 1998.

#### Bénévolat

- 1998-2000 Avocate (*pro bono*) de la Single Mothers' Association (U).
- 1997-2000 Fourniture de services d'aide juridique pour le compte de la FIDA (U). Membre de tous ses comités pour les activités et les programmes.
- 1997 Enseignante chargée de la formation de maîtres de l'enseignement primaire et d'étudiants d'université à la gestion de l'environnement.
- 1996 Nommée membre du Conseil d'administration de l'EAEN.
- 1996 Nommée directrice et membre du Conseil d'administration (OGYEEPPA).
- 1996-1997 Fourniture de services d'aide juridique aux femmes pour l'organisation Action For Women in Development (ACFODE).



### **Aptitudes**

- Connaissance de l'informatique
- Connaissances linguistiques : anglais, français, swahili, kinyarwanda
- Excellentes aptitudes en matière d'analyse, de communication écrite et orale
- Solides aptitudes dans les domaines du plaidoyer, de la mobilisation et de l'organisation
- Organisation d'ateliers et de conférences.

## 7. Saupe, Gerd (Allemagne)

[Original : anglais]

### Note verbale

L'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne présente ses compliments aux ambassades des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note du Secrétariat ICC-ASP/S/6/06 en date du 12 mars 2007, a l'honneur de l'informer que l'Allemagne a décidé de proposer la candidature de M. Gerd Saupe lors de l'élection de membres du Comité du budget et des finances qui doit avoir lieu à la sixième session de l'Assemblée des États Parties, qui se tiendra à New York du 30 novembre au 14 décembre 2007.

La copie du curriculum vitae de M. Saupe est jointe à la présente note.

Pendant toute sa carrière, M. Saupe a acquis une vaste expérience de la gestion et du financement des organisations internationales, tant au niveau européen que dans le contexte de l'Organisation des Nations Unies. Il a suivi à divers titres les questions relatives à l'administration et à la gouvernance de ces institutions et les politiques relatives aux ressources humaines, et il a été Président du Comité des affaires budgétaires et administratives de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Une indication de la manière dont M. Saupe répond à l'exigence selon laquelle les candidats doivent être des experts dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international est également jointe à la présente note.

...

\*\*\*

### Indication des qualifications

#### Activités professionnelles

- Vaste expérience des affaires financières, monétaires et économiques internationales. Aptitudes démontrées à la négociation.
- Spécialisation particulière dans la gestion budgétaire et la planification des politiques des institutions financières internationales, des organisations internationales et de l'Union européenne.
- Membre des Conseils d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et de la Banque européenne d'investissement (BEI). Président du Comité des affaires budgétaires et administratives de la BERD.

#### Fonctions occupées

Depuis août 2006

Conseil en gestion et avocat, spécialisé dans le financement de projets internationaux.

2003 – août 2006

Nommé Administrateur représentant l'Allemagne et membre du Conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à Londres. En qualité de membre du Conseil, les Administrateurs :

- Dirigeaient les opérations de la Banque, élaboraient les politiques et approuvaient les projets; adoptaient le budget et les plans stratégiques, suivaient les performances et la gestion des risques; et supervisaient la mise en œuvre de la politique de gestion des ressources humaines;
- Participaient aux visites des membres du Conseil aux fins de consultations avec les pays d'Europe centrale et du sud-est de l'Europe où opérait la BERD; avaient des réunions avec des ministres et les représentants d'organismes gouvernementaux, de dirigeants des milieux d'affaires et des représentants des milieux diplomatiques pour discuter de la façon dont la Banque pouvait au mieux appuyer les réformes économiques et promouvoir une croissance durable;
- Assuraient la liaison avec les milieux d'affaires;
- Avaient des réunions avec des ONG pour passer en revue les politiques et projets de la Banque présentant pour elle un intérêt particulier.

2004 – août 2006

Élu Président du Comité des affaires budgétaires et administratives de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Le Comité a pour mission :

- D'aider le Conseil à orienter les ressources budgétaires, les ressources humaines et les moyens administratifs de la Banque vers la réalisation des priorités convenues; de passer en revue le projet de budget et les plans stratégiques à la lumière des considérations d'efficacité, de maîtrise des coûts et de prudence budgétaire; de fixer les objectifs et performances et d'en suivre la réalisation;
- De suivre la mise en œuvre de la politique de gestion des ressources humaines, en accordant une importance particulière au recrutement et à la fidélisation de personnel qualifié, au perfectionnement du personnel, à l'évaluation des performances, à l'égalité entre les sexes et aux mesures visant à concilier la vie familiale et la vie professionnelle; de passer en revue les politiques de rémunération et d'indemnité du personnel; et d'examiner les questions liées à la santé, à la sûreté et à la sécurité des membres du personnel de la Banque;
- De superviser la mise en œuvre des politiques concernant la gouvernance et l'éthique; d'examiner en détail le Code de conduite afin de l'aligner sur les pratiques internationales optimales; de moderniser la procédure de recours afin de renforcer la protection des membres du personnel conformément aux normes internationales pertinentes;
- De superviser un important projet de réaménagement du siège.

1995 – 2003

Nommé membre du Conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement à Luxembourg. Les membres du Conseil étaient chargés :

- D'adopter les plans stratégiques annuels et à moyen terme, de fixer les objectifs en matière d'opérations et de résultats financiers, de superviser les résultats, d'examiner et d'approuver les projets et de superviser la mise en œuvre de la politique relative au suivi des performances et à la gestion des risques;
- De rendre compte des résultats de la Banque aux commissions parlementaires nationales;
- De répondre aux demandes de renseignements d'entreprises et d'ONG.

1993 – 2003

Directeur général adjoint, Ministère des finances de l'Allemagne. Responsable :

- 1994 – 2003
  - Des questions liées aux budgets et aux politiques de l'Union européenne (UE) : participation aux processus budgétaires annuels et à l'établissement des perspectives financières à moyen terme; participation aux négociations au niveau de l'UE; présentation de la position du Ministère des finances aux ministères intéressés; et présentation de la politique gouvernementale aux commissions parlementaires;
  - De la protection des intérêts financiers de l'UE contre la fraude et les irrégularités : coopération avec les services de la Commission et des administrations nationales pour veiller à ce que des systèmes de contrôle efficaces soient mis en place, que les inspections requises soient menées et que les montant irrégulièrement payés soient recouverts sans tarder;
  - De la réglementation de l'UE concernant les aides de l'État et de la législation communautaire : participation à l'élaboration du cadre de contrôle des aides de l'État et au règlement de cas individuels;
  - Chef de l'équipe spéciale du Ministère des finances chargée des négociations commerciales multilatérales;
- 1993 – 1998
  - Des budgets de l'Organisation des Nations Unies et des organismes du système des Nations Unies : priorités, processus budgétaires annuels et stratégies à moyen terme;
- 1993 – 1994
  - De la gestion de la dette du Gouvernement allemand : analyse des marchés financiers nationaux et internationaux, programmation des émissions d'obligations, mise au point d'instruments obligataires, gestion des liquidités.

1984 – 1993

Chef de service, Ministère des finances :

- Économie internationale, politique monétaire, Fonds monétaire international, Banque mondiale et Organisation de coopération et de développement économiques.
- Chef des équipes spéciales du Ministère des finances chargées de la participation aux sommets économiques mondiaux.

1971 – 1984

Administrateur au Ministère des finances et au Ministère de l'économie : économie internationale, marchés des capitaux, politique monétaire.

1968 – 1971

Chargé de cours de droit communautaire à l'Université de Cologne.

## **Éducation**

- 1971            Doctorat en droit communautaire, Université de Cologne
- 1960-1967    Études de droit aux Universités de Bonn et de Cologne, formation juridique pratique et examens d'État
- Parle couramment l'anglais; bonne connaissance de français; langue maternelle allemande

Date de naissance : 9 juin 1941

Marié, deux filles.

## 8. Sessi, Ugo (Italie)

[Original : anglais]

### Note verbale

L'Ambassade d'Italie présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de se référer à sa note verbale ICC-ASP/S/6/06 en date du 12 mars 2007 relative à la présentation de candidatures et à l'élection de membres du Comité du budget et des finances.

L'Italie a décidé de présenter la candidature de M. Ugo Sessi. Le curriculum vitae de M. Sessi, joint à la présente note, expose son expérience et ses compétences, qui le qualifient pour le poste de membre du Comité du budget et des finances et qui répondent aux exigences énoncées dans les résolutions ICC-ASP/1/Res.4, telle que modifiée par la résolution ICC-ASP/2/Res.5, et ICC-ASP/1/Res.5, telle que modifiée par la résolution ICC-ASP/2/Res.4, de l'Assemblée des États parties ainsi que dans la décision du Bureau de l'Assemblée en date du 9 mars 2007.

...

\*\*\*

### Indication des qualifications

### Renseignements personnels

Date et lieu de naissance : 7 août 1947, Cave (province de Rome)

Situation de famille : Marié, un enfant

### Éducation et formation

Depuis 1993

- Expert comptable.

1989 – 1990

- Maîtrise en sciences budgétaires et financières – Scuola Superiore dell'economia e delle finanze, (y compris un stage de trois mois à l'Institut national de recherches nucléaires).

1977 – 1978

- Maîtrise en droit administratif – Scuola Superiore dell'economia e delle finanze.

Mai 1975

- Diplôme en sciences économiques et financières – Université de Rome « La Sapienza ».

Juillet 1966

- Diplôme d'études secondaires (comptabilité et commerce). Istituto tecnico commerciale L. Luzzatti (Rome).

## **Expérience professionnelle**

Depuis 1997

- Directeur général adjoint et Chef du Service « Interventions publiques dans l'économie » du Bureau du Vérificateur général des comptes de l'État (Ministère de l'économie et des finances, Inspection générale des affaires économiques (IGAE)).

1987 – 1997

- Chef de division au Bureau du Vérificateur général des comptes de l'État (Ministère de l'économie et des finances, Inspection générale des affaires économiques (IGAE). Division des politiques scientifiques et spatiales, des télécommunications, de l'industrie et de l'innovation).

1979 – 1987

- Chef de section au Bureau du Vérificateur général des comptes de l'État (Ministère de l'économie et des finances, Inspection générale des affaires économiques (IGAE), Division des relations internationales).

1977 – 1979

- Conseiller adjoint (Ministère de l'économie et des finances, Inspection générale des affaires économiques (IGAE). Division des relations internationales).

1970 – 1977

- Secrétaire principal – Ministère du tourisme (personnel et affaires générales).

## **Expérience professionnelle**

Depuis 2006

- Membre du Conseil d'audit de différentes entités publiques (fondations scientifiques).

Depuis 2004

- Membre du Conseil d'audit de différentes entreprises privées (secteur de l'espace et des télécommunications).

2001 – 2004

- Moniteur de cours de formation des employés du Ministère de l'économie et des finances.

1987 – 1989

- Auditeur adjoint à l'Union de l'Europe occidentale (UEE) – Paris.

Depuis 1987

- Membre du Conseil d'audit de différents hôpitaux.

1977 – 1987

- Membre du Conseil d'audit de différentes écoles secondaires.

## **Expérience internationale**

2000 – 2005

- Président du Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies.

1994 – 1999

- Vice-Président du Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies.

1990 – 1998

- Membre du Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies.

1978 – 2000

- Participation, en qualité de représentant de l'Italie, aux conférences générales et conseils d'administration des organisations internationales suivantes :
  - Agence spatiale européenne (depuis 1987);
  - Assemblée générale des Nations Unies, Cinquième Commission (1979-2000)
  - Conférence de Luxembourg sur le brevet européen (1985);
  - Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral (1989);
  - Conférence des Nations Unies sur la troisième Décennie du développement (1984);
  - Programme des Nations Unies pour l'environnement – Convention sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (1979, 1981, 1985);
  - Cinquième et sixième sessions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (1979, 1983);
  - Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement (1979);
  - Organes de l'Union européenne et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD, Groupe de haut niveau sur les produits de base, 1978-1987);
  - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Fonds international de développement agricole (1983-1987);
  - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (1978-1980);
  - Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (1978-1983).

Depuis 1987

- Représentant de l'Italie aux comités du budget et des finances des organisations internationales suivantes :
  - Agence spatiale européenne (1987-1990);
  - Organisation européenne pour la recherche astronomique dans l'hémisphère austral (depuis 1987, Président du Comité des finances en 1997-2001);
  - Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (1987-1990);
  - Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (1983-1996);
  - Programme des Nations Unies pour le développement (1981-1987);
  - Office européen des brevets (1981-1987);
  - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (1978-1988).

### **Aptitudes et compétences informatiques**

Connaissance de l'utilisation des principaux outils informatiques (courriel, Word, Excel, Power Point)



**Aptitudes linguistiques**

Italien	Langue maternelle
Anglais et français	Parle, lit et écrit couramment les deux langues
Espagnol	Expression orale élémentaire, lecture et expression écrite courantes Cours de langue espagnole (École supérieure d'administration publique (1987-1988)).

## 9. **Yañez Pilgrim, Rodrigo (République bolivarienne du Venezuela)**

[Original : anglais/espagnol]

### **Note verbale**

L'Ambassade de la République bolivarienne du Venezuela à La Haye présente ses compliments à l'honorable Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur d'informer les États Parties que le Gouvernement vénézuélien a décidé de présenter la candidature de M. Rodrigo Yañez Pilgrim en qualité de membre du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties pour un mandat allant de 2008 à 2011 lors des élections qui doivent avoir lieu à la sixième session de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome, qui se tiendra à New York en décembre 2007.

M. Yañez Pilgrim est représentant du Venezuela à la Cinquième Commission (questions budgétaires et financières) de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le curriculum vitae de M. Yañez Pilgrim est joint à présente note.

...

\*\*\*

### **Indication des qualifications**

#### **Éducation**

- Universidad Central de Venezuela
  - Faculté des sciences sociales et économiques
  - Institut d'études économiques
  - Diplôme : Économiste  
Caracas, décembre 2001
  
- Universidad Central de Venezuela
  - Faculté des sciences
  - Institut d'études mathématiques
  - Études du troisième cycle sur les modèles aléatoires

#### **Aptitudes linguistiques**

Espagnol et anglais

#### **Expérience professionnelle**

Depuis mai 2005

Mission de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies – New York

Fonctions : Premier secrétaire

- Représentant à la Cinquième Commission (questions administratives et budgétaires) de l'Assemblée générale des Nations Unies.

- Responsable des négociations concernant la réforme de la gestion de l'Organisation des Nations Unies.
- Participation aux négociations à la Cinquième Commission concernant les questions ci-après :
  - Quarante-cinquième session du Comité du programme et de la coordination;
  - Négociations des aspects relatifs à la réforme de la gestion du document final du Sommet mondial de 2005;
  - Adoption du budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007;
  - Négociations relatives à l'adoption du barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies pour la période 2007-2009;
  - Quarante-sixième session du Comité du programme et de la coordination;
  - Quarante-septième session du Comité du programme et de la coordination. Membre du Bureau en qualité de Rapporteur de la Commission.

Juillet 2003 – décembre 2004

Ministère de la production et du commerce – Caracas, Venezuela

Assistance technique à la Commission présidentielle pour les négociations relatives à l'Accord portant création d'une zone de libre-échange

- Économiste chargé des négociations touchant les questions liées au commerce de services à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à la zone de libre-échange des Amériques, à la Communauté andine et au Groupe des Trois;
- Membre de la délégation vénézuélienne au Groupe de négociations sur les services et la zone de libre-échange des Amériques;
- Membre de la délégation vénézuélienne à la Commission des négociations commerciales de la zone de libre-échange des Amériques. Pueblo, février 2004;
- Chef de la délégation au Comité des représentants gouvernementaux concernant la participation de la société civile. Santiago du Chili, septembre 2003.

Mars 2002 – juin 2003

Service national intégré des douanes et de l'administration fiscale (SENIAT) – Caracas, Venezuela;

Coordonnateur de l'élaboration des normes dans le cadre du projet de modernisation de l'information fiscale

- Économiste chargé de la coordination du projet relatif à l'information fiscale (BID-SENIAT);
- Coordonnateur du projet pour la région centrale du Venezuela.

### **Renseignements personnels**

Nationalité : vénézuélienne

Âge : 34 ans

**Autres cours et activités**

- Séminaire sur la base de données sur les échanges et les droits de douane. Lima, Pérou, août 2003;
- Cours sur le commerce de services organisé à l'intention des représentants de la Communauté andine, Bogotá, Colombie. Mai 2004;
- Séminaire sur le commerce de services organisé à l'intention des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Lima, Pérou. Novembre 2004;
- Cours en ligne : Introduction des principes fondamentaux de l'Organisation mondiale du commerce. Avril 2005.

--- 0 ---